

COMPTE RENDU REUNION DE CONSEIL DU 06 OCTOBRE 2020

Présents : Pascal MORINEAU, Murielle GUILBAUD, Jean-Paul GUILBEAU, Evelyne LEGALL, Marc-Antoine GOURAUD, Jeanne GOYAU, Sébastien PERRAUDEAU, Valentin DABRETEAU, Noémie PONTTHOREAU, Brunehild BRIERE, Olivier GUILLET, Liliane GUERVILLE, Sébastien ACHARD, Isabelle THOMAZEAU.

Excusé : Nicolas JOLY

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sébastien PERRAUDEAU

DATE DE CONVOCATION : 29 septembre 2020

Approbation à l'unanimité du procès-verbal de la réunion du Conseil Municipal en date du 08 septembre 2020.

ORIENTATION EN MATIÈRE FORMATION DES ÉLUS

DÉLIBÉRATION 01

Monsieur le Maire rappelle qu'en application de l'article L.2123-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal est amené à se prononcer, dans les trois mois de son renouvellement, sur les orientations et les crédits affectés à la formation des conseillers municipaux. Les actions de formation des membres du conseil municipal financées par la commune font l'objet d'un débat annuel.

Les élus salariés, fonctionnaires ou contractuels, ont droit à un congé de formation de 18 jours pour toute la durée de leur mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'ils détiennent.

Les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la commune, à condition que l'organisme dispensateur de la formation soit agréé par le ministre de l'intérieur (agrément dispensé après avis du conseil national à la formation des élus locaux).

Depuis le 1^{er} janvier 2016, le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2% du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus de la commune (montant théorique prévu par les textes, majorations y compris). Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20% du même montant. Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget formation de l'exercice suivant. Ils s'accumulent ainsi avec le montant du budget formation, obligatoirement voté chaque année.

En revanche, ils ne peuvent être reportés au-delà de la fin de la mandature (c'est-à-dire l'année au cours de laquelle intervient le renouvellement de l'assemblée délibérante).

Les frais de formation comprennent :

- Les frais de déplacement qui comprennent, outre les frais de transport, les frais de séjour (c'est-à-dire les frais d'hébergement et de restauration)
- Les frais d'enseignement
- La compensation de la perte éventuelle de salaire, de traitement ou de revenus, justifiée par l'élu et plafonnée à l'équivalent de 18 jours, par élu et pour la durée du mandat. Elle est de même nature que l'indemnité de fonction et est donc soumise à CSG et à CRDS.

Afin de ne pas être pris au dépourvu en cours d'année, ni d'entraver l'exercice du droit à la formation des conseillers, Monsieur le Maire informe qu'une enveloppe de 500 € a été prévue au budget de la commune pour la formation des élus.

Monsieur le Maire propose donc au conseil municipal de définir les conditions d'exercice du droit à la formation de ses membres. Conformément aux dispositions de l'article L.2123-12 du Code général des collectivités territoriales, la formation des membres du conseil municipal sera essentiellement axée sur les thèmes suivants et en lien avec les compétences de la commune

- ✓ Finances
- ✓ Urbanisme et aménagement
- ✓ Gestion services périscolaires
- ✓ Gestion cimetière

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide les thèmes proposés
- Autorise Monsieur le maire à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre du droit à la formation
- Précise que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits de formation des élus inscrits au budget communal, article 6535

FONDS DE CONCOURS 2020

DÉLIBÉRATION 02

Monsieur le Maire expose que l'article L. 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, autorise les EPCI à fiscalité propre à verser un fonds de concours à leurs communes membres afin de financer un équipement. Cette possibilité est soumise à trois conditions :

- le fonds de concours doit nécessairement avoir pour objet de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement ;
- le fonds de concours doit avoir donné lieu à délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple, du Conseil Communautaire et des Conseils Municipaux concernés ;
- le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Il rappelle que le Conseil Municipal a décidé de réaliser :

- un programme sur des travaux de voirie 2020
- des acquisitions foncières
- des travaux d'aménagement sur les rues de l'Enclose-de la Ronde et des Prairies
-

et il précise que ces équipements peuvent bénéficier d'un fonds de concours.

Le plan de financement de ces travaux s'établit comme suit :

1) Travaux voirie 2020

Coût des travaux :	65 645,70 € TTC
Financement : fonds de concours	32 500.00 €
Autofinancement	33 145.70 €

2) Acquisitions foncières

Coût des acquisitions :	70 000,00 € TTC
Financement : fonds de concours	18 495.00 €
Autofinancement	51 505,00 €

3) Travaux d'aménagement sur les rues de l'Enclose-de la Ronde et des Prairies

Coût des travaux :	131 401,00 € TTC
Financement : fonds de concours	65 700,00 €
Autofinancement	65 701,00 €

Monsieur le Maire propose au Conseil de solliciter une subvention d'équipement de 116 695 € auprès de la Communauté de Communes Vie et Boulogne.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité

- sollicite un fonds de concours à la Communauté de Communes Vie et Boulogne en vue de participer au financement du programme de travaux de voirie 2020, à hauteur de 32 500 €, des acquisitions foncières, à hauteur de 18 495 €, et des travaux d'aménagement sur les rues de l'Enclose-de la Ronde et des Prairies à hauteur de 65 700 €
- autorise Monsieur le Maire à signer tout acte afférant à cette demande.

TAXE COMMUNALE SUR L'ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS

DÉLIBÉRATION 03

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'en vertu d'un arrêté préfectoral initial du 16 juillet 2007, complété par divers arrêtés dont notamment l'arrêté préfectoral du 14 avril 2020, la Société GÉNÉRALE DE VALORISATION (GEVAL) est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés, installée sur une partie du territoire de la Commune par réhausse jusqu'en 2032.

Considérant les articles L2333-92 et suivants du Code Général des collectivités territoriales, la commune peut instaurer une taxe communale de 1,50 € par tonne de déchets.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Instaure une taxe communale à 1,50 € par tonne de déchets réceptionnée sur le site de Grand'Landes.

INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE SUR L'ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS

DÉLIBÉRATION 04

Monsieur le Maire fait savoir au Conseil Municipal, que suite à sa précédente délibération n°20201006003 instaurant la taxe communale sur l'enfouissement des déchets, la commune peut prétendre à une indemnité complémentaire destinée à compenser toutes les sujétions particulières induites pour la collectivité résultant de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets ménagers et assimilés et qui ne sont pas couvertes par la taxe communale assise sur le tonnage réceptionné sur l'installation.

Il donne lecture du projet de convention et précise le mode de calcul basé sur le tonnage annuel maximum autorisé dans l'arrêté préfectoral et celui réceptionné sur l'installation.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Accepte les termes de la convention tels que présentés.

Autorise Monsieur le Maire à signer la convention avec la Société GEVAL (Générale de Valorisation).

REDEVANCE ASSAINISSEMENT 2021

DÉLIBÉRATION 05

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il convient de revoir les tarifs de la redevance assainissement pour l'année 2021.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Décide de maintenir les tarifs appliqués sur 2020 pour l'année 2021, à savoir :

- Abonnement annuel :		36.00 € HT
- Prix au m ³	de 0 à 40 m ³	0.55 € HT
	+ de 40 m ³	1.34 € HT

Rappelle que les alimentations mixtes et les puits seront assujettis sur la base de 25m³ par personne et par an.

CONTRAT D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES DU PERSONNEL – DÉLIBÉRATION DONNANT HABILITATION AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA VENDÉE

DÉLIBÉRATION 06

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 26,

Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurance souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Vu le Code des Assurances,

Vu le Code de la Commande Publique,

Le Maire expose :

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Vendée relance une procédure de consultation en vue de conclure un nouveau contrat groupe d'assurance des risques statutaires du personnel, pour une période de 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2022. L'échéance du contrat groupe actuel est fixée au 31 décembre 2021.

Ce contrat groupe permet aux collectivités et établissements publics intéressés de disposer de taux intéressants, en raison d'une part d'un effet de masse, et d'autre part d'une mutualisation des risques pour les structures qui comptent un nombre d'agents affiliés à la CNRACL inférieur à des seuils qui restent à définir (ce seuil est fixé à 30 agents dans le contrat actuel).

Le contrat, souscrit en capitalisation et non pas en réparation (c'est-à-dire que les sinistres nés pendant la période d'assurance continuent d'être pris en charge par l'assureur, le

cas échéant, au-delà de la fin du contrat), permet de garantir tous types de risques statutaires (maladie ordinaire, maternité et paternité, longue maladie et maladie de longue durée, accident de travail et maladie professionnelle, décès), avec éventuellement des choix possibles pour réaliser une part d'auto-assurance par le biais de franchises sur la maladie ordinaire par exemple. En outre, la collectivité peut choisir d'opter pour le remboursement de tout ou partie des charges patronales.

La procédure que va lancer le Centre de Gestion se fera sous la forme d'un marché public suivant la procédure avec négociation, compte tenu de la spécificité forte de ce type de contrat et des aléas qui sont difficilement quantifiables au moment de l'établissement du cahier des charges.

L'engagement des collectivités et établissements publics, à ce stade de la procédure, ne porte que sur l'intégration dans le panel des structures souhaitant participer à la consultation. L'assemblée sera à nouveau consultée lorsque le résultat de la mise en concurrence sera connu, afin qu'elle se prononce, au vu des propositions chiffrées, sur son éventuelle adhésion définitive au contrat groupe conclu avec l'assureur retenu.

Le Maire propose à l'assemblée de donner autorisation au Centre de Gestion pour intégrer la collectivité dans la procédure de consultation en vue de la conclusion d'un contrat groupe d'assurance des risques statutaires du personnel, étant bien précisé que la collectivité sera à nouveau consultée, à l'issue de la procédure de consultation, pour se prononcer sur l'adhésion au contrat groupe, au vu des propositions chiffrées proposées par l'assureur.

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Donne habilitation au Centre de Gestion agissant pour le compte de la collectivité, afin de lancer une procédure de consultation en vue de la passation d'un contrat groupe d'assurance des risques statutaires du personnel, et autorise le Maire à signer tous documents relatifs à ce projet.

TAUX TAXE D'AMENAGEMENT

Monsieur le Maire présente au Conseil, le principe de la taxe d'aménagement qui se caractérise par une part communale, votée par délibération du conseil fixant un taux à 1% ; et une part départementale qui représente un taux à 1,5 %. Cette taxe s'applique sur les autorisations d'urbanisme (permis de construire, déclaration de travaux etc..). Avant le 30 novembre de chaque année, les collectivités ont la possibilité de délibérer de modifier ce taux. Après discussion, il est décidé à l'unanimité de maintenir ce taux à 1%.